



Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

5 mars 2026 – N°13

L'édito

Municipales : des enjeux au-delà du local

Le climat dans lequel vont se dérouler les élections municipales des 15 et 22 mars en fera un moment politique particulier : Inquiétude quant au retour à grande échelle des guerres coloniales et impérialistes, dont l'agression américano-israélienne contre l'Iran est le dernier exemple ; effets manifestes du dérèglement climatique ; multiplication des plans de licenciements ; divisions profondes d'une gauche qui ne prend toujours pas la mesure des menaces ; offensive politico-médiatique d'un néo-fascisme se pensant aux portes du pouvoir ; glissement de plus en plus évident vers une union des droites débordant sur l'extrême centre sous hégémonie du RN qui rend l'unité des forces de gauche et citoyennes plus indispensable que jamais

Face à ces défis, l'action locale ne remplace pas la nécessité de réponses globales et à la hauteur. Mais les collectivités locales peuvent être de précieux points d'appui pour résister à l'offensive réactionnaire, faire vivre concrètement les solidarités et lutter pour l'égalité, contre le racisme et les discriminations, malgré les politiques d'étranglement financier de la droite au pouvoir (suppression de la taxe d'habitation non compensée, baisse des dotations d'État). Elles sont aussi le lieu où peut se développer au quotidien une orientation écologique digne de ce nom : gestion de l'eau et des déchets, mobilités douces et gratuité des transports, restauration de la bio-diversité, sobriété énergétique, expérimentations de la Sécurité sociale de l'alimentation...

Il faut pour cela rompre avec les pratiques verticales qui caractérisent le fonctionnement des collectivités locales marqué par une forme de « présidentialisme municipal » (rôle dominant du maire – et plus encore du président de l'intercommunalité). La mise en œuvre d'une véritable démocrate active, associant étroitement et réellement les habitant·es – au sens d'une communauté de destin – aux affaires de la Cité, est un enjeu crucial. C'est un chemin incontournable pour retisser du lien social, restaurer le bien vivre ensemble et faire la démonstration que l'on peut faire reculer les tentations autoritaires. C'est aussi la condition pour que l'action municipale soit un levier pour reprendre l'initiative politique et entamer la contre-offensive dans la perspective d'un large front anti-fasciste. Un signe ne trompe pas : loin des listes sans étiquette traditionnelles – le plus souvent de droite –, on assiste pour cette séquence électorale à une multiplication inédite de listes citoyennes et participatives. Avec ou sans le soutien d'organisations de gauche et de l'écologie, elles portent très souvent des exigences de démarche citoyenne – la politique n'appartient pas aux partis – et d'émancipation. Ce que certain·es appellent « communalisme » et que nous nommons « aller vers l'autogestion ».

Municipales : pas une voix pour les fachos!

16 municipalités ! Elles sont 16 communes à être gérées au quotidien par les néo-fascistes, la plupart par le RN. Leur bilan ? Accablant !

Pour les habitant·es : les CCAS voient leur budget diminué (Béziers, Le Pontet). Les écoles sont vétustes et sous-dotées, les crèches privatisées coûtent plus chères aux usager·es (Perpignan). Les activités périscolaires sont souvent payantes, leurs prix augmentent. La gratuité de la cantine scolaire est supprimée pour les plus faibles revenus (Le Pontet). Des espaces culturels sont fermés. L'électricité et le gaz sont coupés au Secours Populaire et le maire de Hénin-Beaumont essaie de l'expulser de ses locaux. L'entretien des réseaux d'eau, de la voirie est souvent insuffisant.

Des mesures discriminatoires et racistes sont prises comme la suppression des repas de substitution pour les élèves musulmans. Les marchés sont « nettoyés » des vendeurs musulmans.

Les lois de la république ne sont pas respectées : la loi « mariage pour tous » n'est pas appliquée, des atteintes à la laïcité sont relevées (comptage des élèves en fonction de leur origine). Des arrêtés anti-roms sont pris, des couvre-feux pour les mineurs de certains quartiers sont instaurés. La préférence nationale est mise en place pour l'attribution des HLM.

Des mesures autoritaires sont prises à l'encontre des personnels communaux : management toxique, attaques contre les représentant·es syndicaux·ales (Hénin-Beaumont), interdiction d'affichage syndical.

Les oppositions politiques au sein du Conseil Municipal sont méprisées ou empêchées de s'exprimer.

Pour 2026, l'extrême Droite n'a pas franchement de programme municipal. Le RN a une charte qu'il suffit d'approuver pour avoir droit à son soutien officiel : armement de la police municipale, engagements à refuser toute immigration, à refuser les subventions aux associations en aide aux plus démunies et aux immigrés·es. En échange de son soutien, le RN attend en retour le parrainage de son ou sa candidat·e à la Présidentielle et des votes favorables au moment des sénatoriales.

Ce que le néofascisme applique dans « ses » mairies, c'est ce qu'il cherche à appliquer au niveau national. Tout pour les riches : vote contre la proposition de taxe Zucman, contre le rétablissement de l'ISF... Rien pour les couches populaires : contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre l'encadrement des loyers, pour le retrait des allocations-chômage en cas de refus d'un CDI après un CDD.

Il faut lui barrer la route tous·tes ensemble !



8 mars : lutter plus que jamais pour les droits des femmes !

Nous vivons une époque troublée où le droit du plus fort semble remplacer l'état de droit. Ni l'égalité ni l'émancipation ne dominent. Dans ce contexte, les droits des femmes - jamais définitivement acquis - sont niés dans certaines parties du monde ou dangereusement remis en cause par le patriarcat.

Mais partout les femmes luttent et résistent :

Nous sommes solidaires de nos sœurs en Iran, en Afghanistan, de la Palestine au Soudan en passant par le Rojava, ou l'Ukraine...

Solidaires avec celles qui font face aux impérialismes et aux régimes théocratiques.

Solidaires des femmes et des populations subissant les conséquences du changement climatique, aggravé par les politiques capitalistes

En France :

- Les **inégalités économiques** demeurent, aggravées par le démantèlement des services publics de la santé, de l'éducation, du logement... dont nous sommes les premières salariées et usagères.
- Le **droit à l'avortement** est limité par la fermeture des centres d'IVG et par les disparités territoriales
- En dépit de «MeToo», du procès de Mazan, des grandes causes nationales, les **violences sexuelles et sexistes persistent** en grand nombre avec une impunité massive (1 % des viols condamnés)
- Les violences touchent plus durement les femmes soumises à des **oppressions multiples** : exilées, migrantes, racisées, sans-papiers, lesbiennes bi trans, victimes de réseaux prostitutionnels...

- Le **masculinisme**, mouvement réactionnaire très actif sur les réseaux sociaux, gagne du terrain surtout chez les jeunes hommes. Pronant la domination masculine, il nie et légitime les violences sexistes, banalise la violence, encourage le passage à l'acte et remet en cause nos droits. Le HCE le qualifie de « menace réelle pour la cohésion sociale, la sécurité publique et les principes démocratiques ».

Le 8 mars nous marchons pour :

- L'égalité réelle : économique, sociale, dans la vie publique et privée, pour des vies dignes et sans violence
- L'abrogation de la loi immigration
- Des services publics avec des moyens suffisants et la création de services à la petite enfance et à la dépendance
- Une loi cadre intégrale contre les violences comme en Espagne avec 3 milliards d'euros pour la mettre en œuvre
- Une Education à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle pour toutes et tous maintenant
- L'arrêt immédiat de la baisse des financements et un rattrapage du budget des associations féministes et d'éducation populaire



Nous ne laisserons pas nos luttes instrumentalisées par les extrêmes droites .

NOUS RESTERONS MOBILISÉES POUR UN MONDE ÉGALITAIRE.

Guerre contre les femmes palestiniennes.

Objectif : démanteler la société palestinienne

Le 8 mars arrive alors que les femmes palestiniennes souffrent des conséquences du génocide qui continue à Gaza, de l'accélération du nettoyage ethnique en Cisjordanie, des expulsions dans des camps de réfugiés et d'une guerre de judaïsation dans la ville de Jérusalem.

Les massacres de femmes, les enfants orphelins, les viols et les agressions, les arrestations massives, utilisés comme punition collective, constituent une stratégie systématique de l'État d'Israël pour briser la volonté du peuple palestinien en détruisant la famille et en anéantissant l'avenir des générations.

Pour les femmes de Gaza, la réalité s'est transformée en un combat quotidien pour apporter un minimum de stabilité alimentaire et psychologique pour leurs enfants. Elles font face à plusieurs défis : pas de revenus, accès difficile à la nourriture, manque d'intimité, ainsi qu'à la pression psychologique liée à la peur constante et à l'incertitude quant à l'avenir.

Alors, elles essaient de transformer cette réalité en résistance. Dans des camps de la ville de Gaza, certaines ont créé un réseau de soutien féminin au sein du camp, fondé sur l'échange de savoirs et d'expériences de gestion en temps de pénurie, d'innovation d'alternatives alimentaires, de méthodes astucieuses de cuisson, ainsi que d'autres moyens pour survivre. Et cette solidarité les protège psychologiquement.

Vive la lutte des femmes palestiniennes



Qui sommes-nous ?

Nous proposons à toutes celles et ceux qui le souhaitent, de créer un réseau coopératif de gauche alternative, d'ouvrir un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous. Chacun·e y a sa place quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux du NFP.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : ensemblegauchalternative@proton.me